

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



EDITO

SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2: International : Campagne électorale en Israël / p.3 à 6 : Place au débat : Les non-dits du rapport du COR / p.6 et 7 : Brèves sociales : Smicardisation ; Ambroise-Croizat ; Réouverture ligne régionale SNCF ; Rassemblement à Robert-Debré ; Tefal / p.8 : Coup de gueule : Espèce de nanti d'agent public ! / Avez-vous remarqué : Arcelor-Mittal

Après d'intenses tractations un accord a pu être enfin trouvé entre les Etats-Unis et l'Iran même s'il est fragile et peut-être remis en cause à tout moment par l'un ou l'autre des belligérants. Et ce d'autant que tous les problèmes sont loin d'être résolus, que ce soit le détroit d'Ormuz ou la question du nucléaire iranien. Etats-Unis et l'Iran cherchent à s'imposer comme partenaires auprès des autres états du golfe. Pendant ce temps la guerre entre l'Ukraine et la Russie continue et rien ne permet de dire quelle en sera l'issue. Même si on en parle moins plusieurs pays d'Afrique sont aussi en proie aux ravages de la guerre. En Europe et en France en particulier ce sont les conséquences des canicules qui se font sentir et mettent en lumière tout ce qui n'a pas été fait pour protéger les populations du réchauffement climatique. Il n'est évidemment pas normal que les hôpitaux ne puissent pas assurer aux personnels comme aux patients de vivre dans un espace climatisé et qu'une partie des appartements

continuent à être des bouilloires thermiques. Loin de les supprimer le gouvernement vient d'ailleurs d'autoriser à nouveau la location de certains d'entre eux tandis que le parlement s'apprête à réautoriser l'utilisation de deux pesticides interdits malgré les conséquences pour la santé des agriculteurs et des populations proches des lieux d'épandage de ces poisons. On aurait pu espérer que la prochaine élection présidentielle soit l'occasion d'un débat sur ces sujets et sur celui de la lutte contre le réchauffement climatique mais on peut craindre que le débat se limite à la question de la délinquance sous toutes ses formes et sur les remèdes pour y faire face. Si les questions de sécurité sont préoccupantes pour nos concitoyens, à Résistance sociale, nous craignons surtout qu'une fois encore la question sociale -et les choix économiques y afférant- passe à la trappe alors même qu'elle est le véritable enjeu des prochaines années.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Campagne électorale en Israël

Par Mathias WEIDENBERG

La campagne électorale a commencé en Israël. Les partis au gouvernement ont besoin de la guerre. C'est le fonds de commerce politique de Netanyahu depuis qu'il incitait au meurtre de ses adversaires politiques de gauche. Un militant d'extrême droite l'a écouté, abattu son principal adversaire il y a trente ans.

Netanyahu n'a jamais eu à se plaindre des méthodes violentes, des polarisations extrémistes. Il est aussi, comme tous les dirigeants à ambitions autoritaires, profondément corrompu. Ne l'oublions pas : il a déclenché des guerres lorsque les tribunaux se rapprochaient de lui.

Netanyahu, vivant sur l'idée que la guerre doit être éternelle, il a systématiquement miné les partis et mouvements palestiniens modérés. Sa complaisance à la prise de pouvoir totale du Hamas sur Gaza est très bien documentée. Il a autorisé le financement par le Qatar. Il a tout fait pour affaiblir les mouvements séculiers, notamment les partis signataires des accords d'Oslo pour lancer la colonisation de la Cisjordanie.

Les alertes avant l'attaque terroriste et criminelle du Hamas le 7 octobre ont été ignorées, sous évaluées, considérées impossibles. Depuis, le gouvernement Netanyahu s'oppose à toute commission d'enquête sur les manquements à la sécurité. Il sait que sa complaisance passée au Hamas a permis à ce groupe terroriste de préparer l'attaque sans être empêché. La guerre est le ciment de la coalition de son gouvernement, la guerre est la condition de son maintien au pouvoir.

Il a convaincu les États-Unis que l'accord passé avec l'Iran sous Obama n'était pas satisfaisant. Il a convaincu Trump de se lancer dans une guerre qu'il espérait totale contre l'Iran - en profitant pour annexer le Sud Liban.

La lutte contre le Hezbollah, l'organisation terroriste née de l'invasion du Liban par Israël au début des années 1980, sur fond de massacre de civils dans des camps de réfugiés et de morts de dizaines de soldats français, de centaines de soldats américains, est devenu le prétexte à une expansion territoriale coloniale. Les populations civiles sont ici considérées comme de fait coupables - leur religion suffit à les condamner à mort.

Mais l'économie mondiale risque un effondrement. L'inflation pétrolière sape les bases électorales du parti de Trump.

La guerre contre l'Iran, étant menée pour des raisons de politique intérieure, n'a aucun but de guerre, et donc aucune stratégie. La victoire tactique et le désastre stratégique rappellent le fiasco de "l'expédition de Suez" dont on va commémorer les 70 ans en Octobre.

Netanyahu a vu un possible accord se dessiner en juin. Il avait réussi à repousser un accord à plusieurs reprises en déclenchant des frappes à Beyrouth entraînant des représailles de l'Iran. Il a encore tenté cette carte la veille de l'accord.

Cela semble avoir fait chou blanc. Trump considère Netanyahu "fou à lier". Il a conclu un accord rouvrant le détroit d'Ormuz et repoussant à plus tard un accord sur le nucléaire iranien.

Rappelons qu'à plusieurs reprises le gouvernement israélien avait autorisé l'assassinat des négociateurs iraniens lorsque des accords sur le nucléaire semblaient possibles - par exemple deux jours avant le début de cette guerre.

La campagne électorale s'ouvre donc sur un désastre stratégique du gouvernement.

Le gouvernement israélien est acculé. Il est dangereux.

Le prochain coup sera-t-il contre son propre peuple ?

Quant aux Iraniens, la guerre aura renforcé temporairement le régime.

Aucun des objectifs moraux avancés par les soutiens de cette guerre en Europe - "il faut bien libérer le peuple iranien de ses tortionnaires meurtriers, et la région de ces groupes terroristes armés" - n'ont été atteints.

Il en reste l'image de la super puissance militaire du monde impuissante et désorientée.

PLACE AU DÉBAT

LES NON-DITS DU RAPPORT DU COR

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le Conseil d'Orientation des Retraites (COR), présidé par l'économiste ultra libéral Gilbert Cette, a publié un rapport de près de 260 pages sur l'évolution des retraites.

Il montre qu'avec les règles et hypothèses actuelles il faudra travailler toujours plus tard pour des pensions en baisse perpétuelle par rapport aux actifs.

La perspective de ce rapport est inacceptable pour tout le monde :

- 1) Pour les retraité.es présents et futurs il est inacceptable d'avoir un niveau de vie et des conditions d'accès aux soins en dégradation continue.
- 2) Pour les formations de droite et d'extrême droite, pour le patronat, il faut un report de l'âge de départ à la retraite et des baisses des pensions beaucoup plus rapides et beaucoup plus importants, des réformes systémiques.

PLAN

I RAPPEL : LE TRAVAIL FINANCE L'ENSEMBLE DES INACTIFS.VES.

II LES POSTULATS DU RAPPORT

III. LE VÉRITABLE PROBLÈME : LE PIB ET L'EMPLOI

IV. DES HYPOTHÈSES TRÈS FRAGILES

V QUELQUES REGIMES DE RETRAITE

VI La RETRAITE DES FEMMES

VII RAPPORT DU COR et **PERSPECTIVES**

I RAPPEL : LE TRAVAIL FINANCE L'ENSEMBLE DES INACTIFS.VES.

Les travailleurs et les travailleuses produisent les biens de consommations et services pour eux-mêmes et l'ensemble des inactifs, retraités, chômeurs, enfants, malades, ...

II LES POSTULATS DU RAPPORT :

1 « Les dépenses de retraite représentent **14,1 % du PIB en 2025** un niveau **élevé** en **comparaison internationale** »...

Cette phrase apparemment neutre contient plusieurs choix idéologiques.

1 Le chiffre de **14,1 %**

Le rapport montre que les retraité.es reversent une partie importante de leurs pensions sous forme de « CSG, CRDS, CASA et assurance-maladie pour les retraites complémentaires ». La dépense nette représente environ **13,2 % du PIB**, et non 14,1 %.

2 « **Un niveau élevé en comparaison internationale** ».

Cette comparaison traduit une logique « pro business » :

- Être les premiers lorsqu'il s'agit de profits, de compétitivité ;
- Réduire les dépenses sociales pour se rapprocher des pays les moins protecteurs.

Ces deux objectifs sont étroitement liés.

3 LE POURCENTAGE DU PIB, un indicateur idéologique :

Pour le COR – comme pour les institutions internationales - **le principal indicateur est la part des retraites dans le PIB.**

Ce choix conduit à présenter les pensions comme le problème principal.

III. LE VÉRITABLE PROBLÈME : LE PIB ET L'EMPLOI

Le rapport du COR indique lui-même qu'en parité de pouvoir d'achat les pensions françaises restent inférieures à celles de l'Allemagne.

Le problème n'est donc pas le niveau des pensions.

Le problème est le niveau insuffisant de la richesse produite.

Le constat de l'économiste libéral P Artus:

« **Si le taux d'emploi en France était au niveau de celui de l'Allemagne** »

- L'emploi serait supérieur d'environ 12 % ;
- Le PIB augmenterait d'environ 10 %.

Dans ces conditions, le poids des retraites passerait mécaniquement d'environ 14,8 % à **12,6 %** du PIB **c'est-à-dire un niveau proche de la moyenne européenne** », sans baisser les pensions

L'INSEE confirme que le problème c'est le chômage, l'insuffisance du PIB.

Le PIB par habitant français est tombé au-dessous de la moyenne des 27 pays de l'Union européenne. Le véritable problème, outrepassé par le COR - est donc :

- Le chômage ;
- La faiblesse du taux d'emploi ;
- Une croissance insuffisante.

Les conséquences :

Un PIB plus élevé de 10 %, ce serait environ 300 milliards de plus, soit :

- **170 Md de recettes publiques supplémentaires** (300*57 %)
- Plus de déficit
- Une dette beaucoup moins élevée ;
- Davantage de moyens pour les retraites, les services publics et la protection sociale.

Le problème ne réside donc pas dans le niveau des dépenses, mais dans les résultats de la politique économique

Le remède ça ne peut être saignée sur saignée comme les Diafoirus de Molière

IV. DES HYPOTHÈSES TRÈS FRAGILES

En une seule année, le COR a profondément modifié plusieurs hypothèses :

- Baisse importante de la fécondité ;
- Augmentation du solde migratoire ;
- Révision de l'espérance de vie.
- Réestimation du chômage, du PIB

Or ces variables dépendent largement des politiques publiques

La fécondité

On rejoint le niveau de fécondité de 1942 ! Une femme interviewée à la télé. « Je ne veux pas de 3^{ème} enfant, je n'ai pas les moyens ». Une autre « je ne veux pas d'enfant, si c'est pour l'envoyer faire la guerre... »

La fécondité dépend notamment :

- Du pouvoir d'achat ;
- De la confiance ou non dans l'avenir ;
- Des perspectives de paix ou de guerre.
- Des PFAS, pesticides, ...

Elle peut continuer de diminuer... ou repartir à la hausse

L'immigration

Elle dépend notamment la variation des causes de l'immigration dont de nombreux facteurs imprévisibles actuellement :

- Des conflits internationaux (60 guerres dans le monde), des famines, répressions, ...
- Du changement climatique ;
- Les choix économiques et politiques en France, en Europe, ...

L'espérance de vie

Elle dépend notamment :

- De la politique de santé, des déterminants sociaux et environnementaux de la santé.
- De la qualité du système de santé.
- De la prévention.
- Des progrès médicaux.

Elle peut augmenter avec la prévention, les progrès thérapeutiques, ... comme baisser si on continue de s'en prendre à l'hôpital public, à la protection sociale, ...

Le PIB

- Grande incertitude. Avec la concurrence internationale, avec l'IA personne ne peut prévoir l'évolution de la productivité, de chômage, des salaires qui financent la protection sociale et les services publics, a fortiori selon les secteurs.
 - Dans l'immédiat les crises se succèdent, la politique de l'offre poursuit ses effets catastrophiques, amplifiée par l'économie de guerre.
- Mais il n'y a pas de fatalité, il y a des alternatives.

V QUELQUES REGIMES DE RETRAITE ANALYSÉS

• Fonction publique

COR : « le régime de la fonction publique de l'État (FPE) et les régimes spéciaux, qui bénéficient **d'une subvention d'équilibre de l'État, demeurent à l'équilibre sur la période de projection** ».

Cette règle est également fortement menacée. On se rappelle Bayrou dénonçant des chiffres de déficit des régimes de retraite sous-estimés de près de 40 milliards.

La CNRACL, La Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales, concerne les fonctionnaires des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière. **Elle est en situation très difficile.**

• Agirc-Arrco :

C'est une retraite à points.

Les pensions sont moins revalorisées que l'inflation (0 cette année)

Les actifs acquièrent progressivement moins de points.

Pour les actifs la baisse est donc double : moins de points qui valent moins.

→ Une mobilisation s'organise pour le 14 octobre, au siège du Conseil d'administration de l'Agirc-Arrco qui prendra des décisions pour l'avenir.

• La capitalisation

Le COR ne traite pas directement la question de la capitalisation **obligatoire**.

Pourtant, il évoque la possibilité que les assurés compensent la baisse des pensions par une épargne supplémentaire « volontaire ». (Déjà 150 Md d'épargne retraite, mais l'objectif des fonds de pension c'est en milliers de milliards)

VI. La RETRAITE DES FEMMES

L'inégalité, notamment des carrières, se reflète brutalement dans le niveau de pensions. Il n'est pas prévu d'y mettre fin rapidement...

La baisse généralisée et permanente des pensions va se répercuter sur les femmes. Mais avec des différences : les femmes en couple, comme les hommes, disposent du revenu du ménage, puis la réversion – **à condition de la sauver** – en cas de veuvage.

Mais il y a de moins en moins de couples. La chute de pouvoir d'achat pour les célibataires, notamment femmes, sera d'autant plus brutale.

VII RAPPORT DU COR et PERSPECTIVES

Le rapport du COR montre les conséquences de la poursuite des politiques dans le cadre des règles actuelles. Par exemple le maintien de l'indexation des retraites sur les prix, la subvention d'équilibre pour la Fonction publique d'Etat, sont maintenues.

Même dans ce cadre :

- La réforme Macron-Borne (64 ans) est conservée.
- L'âge moyen de départ passerait de 63,1 ans en 2025 à 64,6 ans en 2070 ;
- Les pensions diminueraient sans cesse par rapport aux revenus des actifs.

Cette baisse provient principalement de l'indexation sur les prix et non sur les salaires

- Il faudrait tenter de compenser cette baisse par davantage de capitalisation.

→ **Pour les partis de droite et d'extrême droite, pour le MEDEF, pour l'UE, le FMI, ...ça ne va pas assez loin, ni assez vite.**

Ils veulent imposer des réformes systémiques brutales : travailler beaucoup plus tard pour des pensions beaucoup plus basses :

- **Désindexer des retraites de l'inflation**

Qui n'a entendu que la revalorisation de 5,2 % des retraites en 2024 – simple rattrapage de l'inflation, sans coup de pouce, et même avec 1 an de retard, était une honte qui coûtait 15 milliards par an...

- **Vers 67 – 70 ans.**
- **Réforme à points tous régimes et capitalisation obligatoire**
- **Nouvelles exonérations massives de cotisations sociales « patronales »** remplacées **par la TVA et / ou la CSG**

Est-il acceptable qu'au 21ème siècle la vision de l'avenir c'est que les retraités, les retraitées – et l'ensemble des salariés - vivent de plus en plus mal, se soignent dans des conditions de plus en plus dégradées ?

La lutte est inévitable.

D'ores et déjà une montée nationale des retraités à Paris s'organise pour mi-novembre : protection sociale, services publics, augmentation des pensions.

BREVES SOCIALES

SMICARDISATION.

Privé :

Le ministère du Travail évalue à 126, le nombre de branches commençant en dessous du salaire minimum une fois l'augmentation de 2,41 % de ce dernier réalisée, le 1er juin, contre 30 actuellement.

Public :

« Les fonctionnaires massivement rattrapés par le SMIC : La hausse de 2,41 % du SMIC au 1er juin sera répercutée par le biais du versement d'une indemnité différentielle, du fait du rattrapage du bas des grilles salariales des catégories C et B, a annoncé Bercy. Près d'un agent sur six est désormais concerné.

BREVES SOCIALES (suite)



Hommage à Ambroise Croizat (*article de la Convergence de défense et de développement des Services publics*)

Le 22 mai, la Convergence 75 appelait à occuper la place située face à la Bourse du travail, pour la dénommer symboliquement, "place Ambroise Croizat".

Ce rassemblement était placé sous le signe de la commémoration et des enjeux actuels de la sécurité sociale. Emmanuel Defouloy, auteur du livre "Ambroise Croizat, justice et humanisme en héritage", a présenté la grande conquête qu'est la Sécurité sociale, basée sur la solidarité. Puis sont intervenus des représentants de syndicats parisiens, de la CGT (retraités, Hôtel Dieu), de la FSU et de Solidaires. Michel Jallamion élu PCF du 11^{ème} a donné son point de vue sur les défis actuels de la sécurité sociale. Puis les associations CNNR et UNRPA ont pris la parole. ATTAC et ses pancartes ont conclu cette expression. Cette mobilisation a été l'occasion d'informer les passants et d'ouvrir des perspectives aux mobilisations pour l'école, la Poste, les hôpitaux et centres de santé qui se tiennent dans les arrondissements parisiens.

Mobilisation pour la réouverture de la ligne Céret/le-Boulou/Elne au trafic voyageurs (*article de la Convergence Rail*)

Plus de 2 000 signatures sur une pétition exigeant la réouverture de la ligne, de deux réunions publiques (Céret et Le-Boulou) ayant rassemblé environ 250 citoyens, différentes initiatives (distribution de tracts, rassemblement à la sous-préfecture, nettoyage de la voie, etc.) l'association Osons le Rail considère la massive prise en compte de cette exigence par les citoyens comme un point d'appui visant à répondre à l'intérêt général et la mise en service de mobilités écologiques. Nos buts et actions sont soutenus par des collectivités territoriales (mairies, communautés de communes, département, région), que nous avons rencontrés.

Rassemblement le 10 juin dernier à l'hôpital Robert Debré pour la venue d'Emmanuel Macron. À aucun moment, la direction générale et les pouvoirs publics n'ont jugé utile d'informer- ou d'associer les représentants des travailleuses et travailleurs de l'hôpital- de la venue de Macron à Robert-Debré pour la pose de la première pierre de l'Institut Robert-Debré du Cerveau de l'Enfant. Cette méthode est à l'image des pratiques de l'AP-HP alors que le dialogue social est régulièrement présenté comme une priorité.

Les représentants ont demandé à rencontrer le Président de la République afin de lui rappeler les réalités vécues quotidiennement par les personnels hospitaliers : manque de moyens, conditions de travail dégradées, difficultés de recrutement, perte d'attractivité des métiers et épuisement des équipes. Et ceci au moment où les besoins de santé augmentent, les budgets de la santé et de la Sécurité sociale subissent des contraintes fortes pendant que d'autres priorités budgétaires sont renforcées.

TEFAL

La secrétaire confédérale de la CGT Sophie BINET, récemment réélue lors du congrès de la CGT, a été mise en examen pour diffamation après avoir dénoncé tout à la fois les pratiques syndicales à Téfal, filiale du groupe SEB et le fait que la production des poêles Tefal génère des polluants éternels, les PFAS qu'on trouve un peu partout dans l'environnement. Si de nombreuses recherches ont permis d'identifier un certain nombre de ces polluants et d'en limiter en partie les effets leur large présence ne permet pas de les supprimer facilement. Des mesures ont néanmoins été prises tant au niveau international (accord de Stockholm modifié en 2009 et en 2020) qu'au niveau européen (directive du 16 décembre 2020 transposée en droit français en janvier 2023). En France ce sont les agences régionales de santé qui s'occupent du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation afin de limiter l'utilisation dans les eaux des substances appelées PFOS et ses dérivés. Par ailleurs quatre PFAS sont réglementés dans certaines denrées d'origine animale et des enquêtes sont menées par l'agence nationale de sécurité sanitaire.

Il ne fait pas de doute que cette plainte en diffamation vise surtout pour le groupe SEB à s'attaquer à une syndicaliste dont chacun s'accorde à reconnaître les qualités. Il est vraisemblable que s'il y a procès celui-ci se conclura par un non-lieu.

Résistance sociale apporte son soutien à Sophie Binet.

COUP DE GUEULE

Espèce de nanti d'agent public !

Par Gérard MATERA

Salut à tous !

Je me présente, je suis un nanti issu d'Edf-Gdf, vous connaissez ?

Mais si voyons ! Vous savez la boîte préférée des Français avant qu'on en fasse un puzzle et que les mecs du CAC 40 se distribuent les pièces... non, toujours pas ?

Bon alors sinon souvenez-vous d'une époque lointaine... genre 2007 après JC... quand l'électricité coûtait 50% moins cher et que le gaz coûtait lui 75% de moins. Heureusement, depuis tout ce temps la concurrence a réglé ce problème et par la même a gommé les services inutiles et gratuits comme le conseil confort qui aidait les usagers (oups, pardon, les *clients*) à moins consommer. Enfin bref, ça on s'en fout. Tout le monde kiffe la concurrence en France.

Non, là je voulais juste vous dire que :

I- Notre taux de cotisation retraite est légèrement supérieur à 12% (contre 6,9% pour le régime général et ouais !)

II- -Notre régime de retraite n'est ni en déficit ni à l'équilibre, il est excédentaire

III- Notre régime de retraite et de Sécurité Sociale (excédentaire lui aussi) sont ponctionnés pour en soutenir d'autres

IV- Plus personne ne part en retraite à 55 ans même avec 15 ans de service actif

V- Nos salaires sont loin d'être terribles (oui, oui, un salaire n'est pas une paye !) et si en haut de la chaîne ils sont effectivement très très bien payés, la grande majorité des agents a du mal à joindre les 2 bouts

VI- le « Tarif Agent » est un salaire différé imposable et déclaré comme tel. Son unique but est de rattraper en partie nos salaires de base, et ainsi de réaliser une économie pour ceux qui nous payent en écoulant une "marchandise" non stockable

VII- le « Tarif Agent » nous dissuade de frauder car inutile en l'état

VIII- le Père Noël n'existe pas (pardon les enfants, mais vu le pavé, si tu y crois encore, c'est que tu n'as pas lu jusque-là).

Et si au lieu de tous devenir (encore plus) pauvres et/ou de crever au « taff », on s'alignait tous sur un des régimes spéciaux excédentaires ?

Avez-vous remarqué ?

Vers la nationalisation d'Arcelor-Mittal

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi portée par les députés GDR pour la nationalisation d'ArcelorMittal.

C'est un signal fort envoyé aux salariés mobilisés depuis des années pour défendre leurs emplois, leurs usines et l'avenir de la sidérurgie française.

Face aux logiques financières qui fragilisent notre industrie, une autre voie s'ouvre : celle de l'intervention publique, de la souveraineté industrielle et de la sécurisation de l'emploi.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE